

Objectif



Bulletin de l'Union SUD Crédit Agricole

Sommaire

- Page 1 : Super secrétaire.com
- Page 2 :  lections
- Page 3 : Satisfaction
- Page 4 : Parapluies
- Page 5 : Gwada
- Page 7 : Formation
- Page 9 : Coccinelles
- Page 10 : Brèves
- Page 11 : Retraité toujours..
- Page 12 : Dans l'action..
- Page 13 : l'invité Solidaires
- Page 14 : Mafalda
- Page 15 : Cosmic blues
- Page 16 : Vérités
- Page 17 : No pasaran
- page 19 : Tarzoon

Union SUD Crédit Agricole
144, boulevard de la Villette
75019 PARIS
Tel : 06 30 85 81 94
Mail : sudcam@free.fr
objectifsud@hotmail.fr
www.sudcam.com

n  99

Novembre 2015

Union syndicale Solidaires

www.solidaires.org

POURQUOI  A NE MARCHE PAS

La France va mal. Malgré la reprise économique un peu partout dans le monde, ça ne marche pas dans notre beau pays. La faute aux 35 heures ? Aux charges trop lourdes pesant sur les entreprises ? A la complexité du code du travail ? Et si tout ça n'était que mensonges !!!

Vous entendez ces informations à longueur de jour, ressass es depuis des mois par des journalistes à la solde des politiques ou trop fainéants pour creuser un peu le sujet. Pourtant, il suffit juste de réfléchir un peu. Concernant les 35 heures, la réalité est que le temps de travail moyen en France est largement supérieur aux 35 heures. Les journalistes ne parlent que des 35h00, sans préciser qu'en termes de productivité horaire, la France se situe au 3  rang mondial, 1  rang européen, lissant largement l'impact soi-disant négatif de ces 35h00. Il suffit de regarder le nombre d'heures faites au Crédit Agricole, tous les dépassements jamais déclarés ni pay s, qui produisent des richesses pour le seul bénéfice des CR et du groupe, sans reconnaissance pour les salariés.

Nos grands patrons se plaignent des charges trop lourdes, de la fiscalité. Il y a quelques temps, le MEDEF a organisé des manifestations de patrons pour se plaindre de cette situation. Je n'ai jamais vu autant de voitures aussi luxueuses conduire des manifestants pour se plaindre de leur situation. Ces mêmes voitures sont des véhicules de fonction, pay s par les entreprises, tout comme le carburant, les assurances... Comment font les salariés pour s'acheter leur propre véhicule, leur logement, avec de si modestes salaires ? C'est tout simplement honteux et personne n'y trouve à redire. Là encore, regardez les dirigeants dans vos CR : en plus des véhicules, tous bénéficient de logements de fonction, de la retraite chapeau, d'augmentations de salaires très importantes (+ 8 % en 2014, soit + 31383 à annuels en moyenne). Et vous ?

L'histoire nous apporte quelques éclairages intéressants. 1929 : crise mondiale, l'économie est ruin e, le peuple meurt de faim. Pourtant en 1936, les salariés obtiennent 2 semaines de congés pay s. 1939/1945 : 2  guerre mondiale. En octobre 1945, alors que le pays est en ruine, la Sécurité Sociale est cr e e, dans le but d'assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail (maladie, maternité, accident, retraite...). Le patronat accepte à contre cœur de financer pour partie afin de faire oublier sa collaboration avec l'ennemi pendant la guerre. Puis sont apparues la 3 , 4 , 5  semaine de congés pay s, et enfin les 35 heures début des années 2000. Toutes ces avancées sociales seraient impossibles à mettre en place aujourd'hui compte tenu de l'avidité des plus puissants. Pourtant, les grandes entreprises n'ont jamais été aussi riches, il n'y a jamais eu autant d'argent dans le monde, il y a de plus en plus de milliardaires qui eux-mêmes sont toujours plus riches. L'épaisseur du code du travail et sa soi-disant complexité ont-ils été une gêne empêchant de produire des richesses ? Je vous laisse seuls juges.

Si notre modèle économique produit beaucoup de richesses et de riches, il produit aussi de plus en plus de pauvres. Il y a suffisamment d'argent pour faire vivre tout le monde, mais il est réparti de manière injuste. Certains grands groupes ont plus de puissance financière que les  tats et fournissent ainsi des amendements clés en main aux députés et sénateurs afin de lisser les effets des lois, ou de les orienter dans un sens qui leur est favorable. Trop peu de nos élus ont la conscience de les lire et de les refuser. C'est un des effets pervers de la mondialisation.



Élections

→ Enfin, pour conclure, il est vrai que la France est à la ramasse et que les effets de la reprise ne se font pas sentir. Les 40 milliards d'allègement de charges dont ont bénéficié les entreprises n'ont pas généré d'embauches. En France, dès qu'il y a de l'argent, il est distribué aux actionnaires avides de remplir leur bas de laine, au détriment de la croissance et de l'emploi. L'argent est une addiction. Pour preuve, CASA prévoit de distribuer 50 % de ses bénéfices sous forme de dividendes. Les principaux actionnaires sont les CR, de grands investisseurs et bien sûr, nos patrons.

Maintenant, vous savez pour quoi et pour qui vous travaillez. Si vous devez faire des dépassements d'horaire, de grâce, déclarez-les afin de ne pas enrichir ceux qui n'en ont pas besoin. Quand le CA en aura assez de payer des heures à tarif majoré, peut-être s'interrogera-t-il sur l'utilité d'embaucher. Vous aurez alors apporté votre contribution à la création d'emplois. Aussi modeste soit-elle, elle sera toute à votre honneur. Notre belle planète est trop petite pour satisfaire l'avidité de certains, et bien assez grande pour nourrir tout le monde, si on y fait attention ■

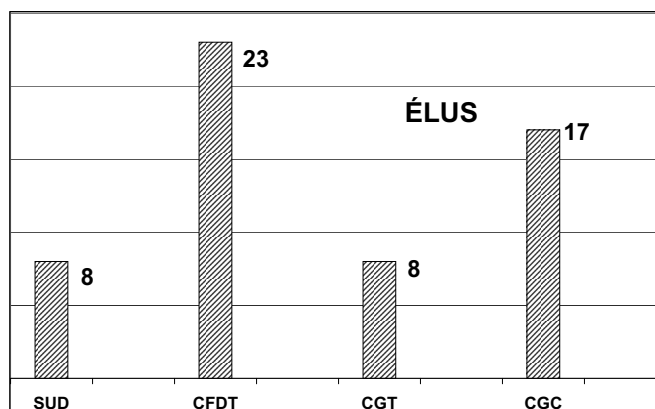


Elections SUDCAM Nord Midi Pyrénées

Nous avons parcouru notre territoire, grand de 4 départements (Tarn, Tarn et Garonne, Lot et Aveyron)

Grâce à la mobilisation de toute notre équipe, Géraldine, Dominique, Marie-Aude, Olivier, Anthony, Céline, Carole, Laure et sans oublier notre "retraité" Daniel, nous maintenons notre position de 3^{ème} syndicat (derrière le SNECA/CGC et la CFDT).

2015	SUD		CFDT		CGT		CGC	
	Tit	Sup	Tit	Sup	Tit	Sup	Tit	Sup
CE	1	2	5	4	2	2	3	3
DP	1	3	6	4	2	2	4	4
Discipline	0	1	2	1	0	0	1	1
CCPMA				1			1	
Total	8		23		8		17	



Comment satisfaire la (l'in) satisfaction ?

Nous sommes entrés depuis un certain temps dans l'idolâtrie des "enquêtes satisfaction". Les entreprises, y compris les entreprises publiques, administrations et bien sûr le Crédit Agricole, censés être modernes, ont les yeux fixés sur les résultats de ces enquêtes réalisées sans discontinuer auprès de leurs clients.

Dès que vous sortez d'un rendez-vous, que vous avez l'idée de contacter par téléphone une entreprise pour acheter un produit, un service ou tout simplement pour demander un renseignement, vous êtes sûr que le service satisfaction va vous interroger par mail ou par téléphone pour savoir si vous êtes satisfait des renseignements, de l'accueil, du service, de l'interlocuteur... Ce service n'a bien sûr pas imaginé une seconde qu'il allait vous déranger et donc vous mécontenter.

Et oui, étant donné que ce service est censé être parfait dans son approche et ses méthodes, il n'a, lui, pas besoin d'être contrôlé. Il serait amusant de savoir ce que pensent les clients de ces appels qui vous interrogent le soir chez vous alors que vous êtes fatigués de votre journée, que vous n'avez pas vraiment envie de parler à un inconnu, et que vous ne vous souvenez même pas de ce qu'il s'est passé lors de l'acte commercial ou de la banale demande d'informations !

Le Crédit Agricole pense être proche de ses clients en mettant l'accent sur ces enquêtes, alors que notre entreprise ne se rend pas compte de leurs nombreux travers sous-jacents.

Les entreprises conçoivent elles-mêmes leurs enquêtes et leurs baromètres. Etant donné que cet outil est devenu un argument marketing dans la concurrence (regardez au sein de nos CR le niveau exceptionnel de satisfaction de nos clients !), il est évident qu'elles "s'arrangent" pour que le résultat de ces enquêtes soit au minimum bon.

Ces prospections n'ont pas pour objectif de détecter des problèmes ou de réaliser une étude objective des relations avec les acheteurs, mais de faire comme si tout allait bien. Il faut montrer à ses clients que l'on s'occupe d'eux, que l'on tient compte de leurs préoccupations et remarques, alors qu'en fait on ne tire jamais les conséquences des défauts ou manques constatés, quand de manière exceptionnelle ils arrivent à apparaître.

In fine, le Crédit Agricole est satisfait... de ses enquêtes de satisfaction. Et pour cause : elles ne sont pas faites pour autre chose !

Complément à cette dictature ... Un biais psychologique fausse encore un peu plus la réalité : les interviewés, qui connaissent dans beaucoup de cas leurs conseillers financiers ou chargés d'affaires, font preuve d'une certaine mansuétude, compréhensible sur le plan humain.

En effet, les salariés sont soumis à cette nouvelle dictature des enquêtes satisfaction, devenues l'alpha et l'oméga du marketing interne et de notre réflexion stratégique. Ce sont désormais les salariés qui ont la responsabilité ultime et écrasante de satisfaire leurs clients, malgré les défauts, erreurs et manques de notre entreprise.

En procédant à ce transfert de responsabilités, le Crédit Agricole évite de se poser des questions sur son fonctionnement, ses imperfections. C'est le serpent qui se mord la queue : plus il y a de réclamations, et plus l'entreprise réagit plus qu'elle n'agit, sans se rendre compte que la confiance du client est entamée. Pour couronner le tout, nos clients qui ont réclamé sont interrogés... pour savoir s'ils sont satisfaits : il se trouve qu'ils le seront, car ils auront obtenu certaines compensations, mais l'entreprise, elle, n'aura pas réglé les problèmes sous-jacents... !!

Enquête sur la Responsabilité Sociale de l'Entreprise, un outil marketing ?

Depuis le mois de juillet, le cabinet VIGEO (créé par Nicole Notat ex secrétaire générale du syndicat CFDT en 2002) sonde des salariés de la caisse d'Aquitaine (métiers sièges et réseaux, cadres et non cadres, élus, représentants du personnel) et des clients.

Le but est de faire un état des lieux de la situation sous l'angle de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise sur 9 thèmes dont le poids est pondéré, qui vont de la relation client, à la posture environnementale en passant par la loyauté des pratiques, des conditions de travail, la contribution au développement local, les relations sociales et les droits humains. Ces sujets sont vastes et répondre, à chaud, sans préparation préalable, aux questions des 3 auditeurs du cabinet, ne

garantit pas le traitement sérieux que cela supposerait et donne le sentiment d'un survol un peu frustrant.

Si la démarche volontaire (pas imposée par la réglementation) est intéressante et à ce jour pratiquée par une seule autre caisse, cela permettra surtout à la caisse de pouvoir communiquer sur des aspects où elle est "moins pire que d'autres". Les élus SUD, sollicités pour contribuer ont parlé franchement, faites-en autant si vous êtes concernés mais ne vous leurrez pas. Si au moins ça pouvait servir à construire la base de pistes d'amélioration, ça ne serait pas vain, et comme vous le savez, il y a de la matière !

Une nouvelle agence à Cherbourg !

Notre direction va ouvrir un centre d'expertises à Tollevast. Nous passerons sous silence le coût faramineux de l'achat du terrain. La CR s'est bien rattrapée en finançant sa construction par le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi). Cet avantage fiscal permet de réaliser une économie d'impôt tout en améliorant la compétitivité des entreprises. Donc, notre direction profite de cette opportunité pour financer ses travaux grâce à nos impôts !!!

Pour SUD, l'esprit du CICE est plutôt de favoriser l'embauche au lieu de supprimer 27 postes dans le réseau avec

la dernière réorganisation ou d'augmenter les salaires ...

Second scandale pour cette agence : les horaires ! Cette agence sera ouverte du mardi au samedi entre 9h30/12h30 et 14h/18h30 en semaine et elle fermera à 17h30 le samedi ! Des horaires idéaux pour les parents : ils vont déposer les enfants à 8 h30 à l'école, ensuite ils iront au boulot (3/4 d'heures supplémentaires non déclarées) et le soir, ils galoperont pour chercher leurs enfants qui les attendent sur le trottoir car la garderie sera fermée. Nos dirigeants connaissent-ils vraiment nos contraintes familiales... ?

Anjou-Maine :

Grève des instances depuis le 17 Septembre.

Les 6 organisations syndicales (CFDT, CGC, FO, CGT, UNSA et SUD) ont le 17 septembre interpellé la direction générale au sujet des conditions de travail dans la CR Anjou-Maine sur les thèmes suivants :

- Activité : Siège ; Renforcement des unités en souffrance Réseau ; Maintien des 50 postes liés au projet de réorganisation "Banque Privée" et "Banque principale de l'Habitat".
- Révision des process agri/Pro : 140 irritants répertoriés
- Heures supplémentaires : Déclaration obligatoire jusqu'à éradication
- Suppression de l'écrêtage.
- Diminution des objectifs pour compenser le temps consacré à la formation, aux e-Learning , à la conformité.
- Réouverture des négociations sur la mobilité suite à l'échec de la négociation ayant conduit à l'application d'un dispositif unilatéral moins favorable aux salariés.

Les réponses apportées et les non réponses ont amené l'intersyndicale, réduite à 5 après la défection de l'UNSA (Organisation Syndicale connue pour sa proximité avec la Direction) à durcir sa position en demandant aux salariés les actions suivantes :

- ▶ Grève de la conformité MIF
- ▶ Grève du sociétariat : plus de souscriptions en nombre et en montant
- ▶ Grève de la SEA
- ▶ Grève du badge au siège.

La réaction cinglante de Christophe NOEL, le D.G. n'a pas trainée par un rappel musclé des risques encourus en cas d'insubordination.

Au 27 Octobre l'unité syndicale demeure et les 5 Organisations Syndicales demandent l'ouverture d'une véritable négociation préalable à une reprise normale des instances sociales.

A suivre.





Syndicat UNitaire du Crédit Agricole
de la Guadeloupe
SUDCAM
Siège social Crédit Agricole
ZA Petit-Pérou
97139 LES ABYMES



Monsieur le Directeur Général de Crédit Agricole SA
Monsieur Philippe BRASSAC
12 Place des États-Unis
92127 Montrouge cedex

Objet : Errements de la gouvernance au
Crédit Agricole de Guadeloupe

Abymes le 13 octobre 2015

Monsieur Le Directeur Général,

Nous avons l'honneur de porter à votre haute considération des faits concernant la Caisse régionale de la Guadeloupe que nous considérons comme très graves et pouvant entacher de manière durable la réputation du Groupe Crédit Agricole.

À la Caisse régionale de la Guadeloupe règne actuellement un chaos social sans précédent, à tel point que les organisations syndicales avaient décidé de ne plus participer aux instances, et ce depuis le mois de juin 2015. Leur récente reprise au profit de la protection des salariés confirme l'attitude fermée des Dirigeants.

Les organisations syndicales n'ont eu cesse de dénoncer les méthodes de management orchestrées par le tandem actuel de Dirigeants.

Les événements actuels, d'une entreprise où règnent l'injustice, une telle souffrance au travail et un tel chaos social (cf. historique de tracts joint décrivant le contexte social), où l'humain guadeloupéen est voué aux gémonies, nous laissent dubitatifs, mais résolument déterminés à ne pas accepter que la situation reste en l'état.

À ce titre, dès 2014, notre organisation syndicale avait alerté l'inspection du travail pour dénoncer les agissements des Dirigeants qui généraient des risques psychosociaux élevés au sein de l'entreprise, notamment ses méthodes de management pouvant s'assimiler selon nous à un management "à la kalachnikov", pour tuer au sens propre comme au figuré.

L'inspection du travail a elle-même, début 2015, après enquête, alerté les Dirigeants, en demandant d'améliorer en urgence la prise en compte des risques précités dans l'entreprise, de s'interroger sur le mode de management et l'organisation du travail qui les génèrent, afin de les réduire. Les médecins du travail aboutissent aux mêmes conclusions.

Aucune action n'a été entreprise par la Direction Générale qui reste dans un autisme que nous pouvons qualifier de surréaliste.

Pire, la Direction Générale a renforcé ses agissements, les droits d'alerte des personnels se sont accélérés, de même que les procédures contentieuses du personnel. Nous assistons à une vague de burnout sans précédent. Une expertise sur le risque psychosocial est actuellement en cours.

Les dossiers concernant des agents du Crédit Agricole, de l'employé au cadre dirigeant, toutes les strates de personnel étant touchées, s'empilent aux prud'hommes à une vitesse inversement proportionnelle au développement de parts de marché et ce dans un contexte ilien !

C'est ainsi qu'un agent a saisi récemment la juridiction prudhomme pour dénoncer les cadences infernales qu'il subissait (près de 1200 heures supplémentaires pour un contingent de 90 heures selon la convention collective du Crédit Agricole, la non observation des amplitudes horaires légales et obligatoires (travail 6 jours sur 7 sans repos hebdomadaire de 6h à 22h), pratiques dignes de l'esclavage qui ont poussé un agent à l'accident du travail en mettant sa vie en danger. De surcroît, ces heures supplémentaires n'ont pas été rémunérées comme elles devraient l'être, s'assimilant ainsi à du travail dissimulé caractérisé. Et oui de telles pratiques indignes du Groupe Crédit Agricole, et d'une entreprise tout court, sont en

vigreur au Crédit Agricole de Guadeloupe. Il est vrai que le collaborateur en question n'est qu'un guadeloupéen.

C'est ainsi que deux autres collaborateurs ont récemment été convoqués par voie de sommation interpellative délivrée par huissier au sein d'une des vitrines du Crédit Agricole Mutuel de Guadeloupe, le Centre d'Affaire de Jarry devant les autres collaborateurs et en présence de clients "Haut de Gamme". Ces méthodes sont totalement disproportionnées et n'ont pour seul but que d'humilier et de toucher la dignité des agents, la Direction Générale voulant faire un exemple.

Enfin, un autre collaborateur malade âgé de plus de 62 ans a été licencié sans état d'âme, parce qu'il était sans doute trop vieux. Même les pionniers, détenteurs de l'âme de notre entreprise capitulent, sont manipulés et poussés vers la sortie. De nombreux collègues sont victimes de faits pouvant relever de harcèlement moral.

Nous pourrions ainsi vous citer des dizaines de cas tant le bilan social est désastreux.

Seraient-ce là des signes d'un management d'un autre temps, d'un esclavage des temps modernes ?

Est-ce là la feuille de route ordonnée par Crédit Agricole SA ? A priori, NON, si l'on se réfère au Plan à Moyen Terme (PMT) Groupe Crédit Agricole qui place les Hommes et les Femmes au cœur de ce projet.

En tant qu'organisation syndicale responsable, nous pensons que la Caisse régionale de Guadeloupe est au bord de la rupture et qu'il ne faudrait plus qu'une simple étincelle pour que cela soit le chaos total, dans ce contexte îlien que vous ne pouvez sous-estimer, pouvant ainsi créer un risque de réputation pour le Groupe Crédit Agricole dans son ensemble.

Or la Caisse régionale de Guadeloupe fait partie du même Groupe que l'ensemble des autres Caisses régionales, et ne saurait rester en marge du fait de ces Dirigeants.

L'Indice de Recommandation Clients (IRC) à -22, loin des autres concurrents iliens et loin de la moyenne des autres Caisses régionales, au dernier rang des Caisses régionales, n'est que le reflet synthétique de la déficience du management actuel qui rejaillit forcément sur le client donc sur la performance commerciale de la Caisse régionale (cf. les pertes de part de marché significative de la Caisse régionale sur les trois dernières années). En effet, la Direction Générale ne peut pas exiger des collaborateurs qu'ils soient orientés clients RC2.0, si elle ne donne pas l'exemple RC2.0 en interne, mais adopte à leur égard des comportements dignes de la barbarie !

Ces pratiques d'un autre temps et inégalités, un tel mépris du personnel guadeloupéen, est inacceptable dans un Groupe qui prône haut les valeurs mutualistes, qui passent par le profond respect de la personne humaine, l'éthique et l'engagement.

En outre, nous avons appris avec grand étonnement que le Directeur Général actuel de la Caisse régionale vient d'être inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions de Direction Générale et cela après de nombreux ajournements.

L'inscription sur la liste d'aptitude comme par magie, donne-t-elle la compétence sur le terrain, dans la vraie vie du personnel Crédit Agricole Guadeloupe ? Permettez-nous d'avoir encore la liberté de nous interroger !

Notre organisation a toujours œuvré de façon positive pour la pérennité de l'entreprise, mais certaines limites sont atteintes, face à l'incurie de l'actuelle direction de notre Caisse Régionale.

Les collaborateurs sont dans une situation de danger telle que nous pouvons être contraints d'étaler publiquement notre "linge sale".

C'est pourquoi nous attendons de vous des actes forts pour ramener la sérénité et le dialogue au sein de La Caisse Régionale de Guadeloupe.

Aussi, nous en appelons donc à votre haute considération, en tant que Dirigeant de l'Organe Central des Caisses régionales disposant des fonctions régaliennes adéquates, pour que ces troubles cessent le plus rapidement possible.

Nous vous prions, Monsieur le Directeur Général, de recevoir nos respectueuses salutations.

Pour le SUNICAG-SUDCAM

Le secrétaire général

EddyGALITA

FORMATION SUSICAG

Le SUSICAG, nouvellement adhérent à l'union SUDCAM, a sollicité l'ARFESA pour une session de formation. Celle-ci s'est déroulée les 16, 17 et 18 septembre dernier en Guadeloupe.

La première partie a été consacrée aux échanges sur les modes de fonctionnement de l'union mais aussi du SUSICAG afin d'identifier les besoins locaux, les compléments que l'union SUDCAM peut apporter. Nous avons aussi donné un point de vue extérieur sur la sortie de conflit avec la direction, que ce soit en termes de communication ou de préconisations. Ce conflit est toujours d'actualité, certains ayant négocié des clopinettes sans régler le fond du problème (voir communication du SUSICAG).



La seconde partie a été consacrée à la formation des élus, avec un programme assez dense. En fonction des besoins exprimés, les sujets suivants ont été développés :

- Présentation de l'union SUDCAM : histoire, structure et fonctionnement
- Les IRP : CE, CHSCT, DP, DS. Le rôle, les missions, les moyens...
- Impacts des lois REBSAMEN et MACRON sur les IRP
- La rétribution globale (la CR de Guadeloupe entre en négociation sur le sujet)
- Principaux sujets de négociation nationale : explications, argumentation et position de SUDCAM.

Les échanges ont été très riches de part et d'autre. Nous avons rencontré une équipe dynamique, avec une forte volonté de développer le SUSICAG, de défendre les intérêts des salariés face à une direction très difficile (de nombreuses procédures judiciaires sont engagées par les salariés contre la direction) et de certains syndicats qui jouent un double jeu malsain.

L'adhésion à l'union SUDCAM permet au SUSICAG de se sentir moins isolé, d'avoir accès aux informations nationales, de pouvoir former les équipes.

D'autres besoins ont été exprimés, auxquels il faudra répondre. La décision d'adhésion du SUSICAG à l'union SUDCAM n'a pas été simple à prendre et a soulevé des inquiétudes, des interrogations. Les échanges ont permis de lever les derniers doutes, le fonctionnement de notre union garantissant bien l'autonomie des syndicats qui la composent.

Cette formation s'est déroulée dans une très bonne ambiance. Nous remercions toute l'équipe pour la qualité de leur accueil, leur implication, leur bonne humeur.

Une 2^{ème} formation, animée par Gérard GODEFROY de SECAFI Bordeaux, a eu lieu du 21 au 23 septembre. Associant des élus CE SUSICAG et UGTG, elle leur a permis de monter en compétences dans le domaine économique. Les retours ont été également très positifs.



Ont participé à ce numéro 99 d'Objectif SUD : Christian BRIAUD (Secrétaire National), Bertrand DUMONT (CR Normandie), Peggy Mafalda DURLIN (CR Aquitaine Gironde), Jean-Pierre FILLANCQ (Retraité), Eddy GALITA (CR Guadeloupe), Richard Tarzoon GÉRAUD (CR Aquitaine Gironde), Christophe LAGOGUÉ (CR Aquitaine Gironde), Philippe LEYCURAS (Arfesa), Carole LOMBARDI (Nord Midi Pyrénées), Valérie NOUAILHAS (CR Aquitaine Gironde), David ROBERT (Solidaires Finances Publiques) ainsi que l'équipe technique de BORDEAUX ■



ARFESA

culture &
liberté

mouvement
d'éducation
populaire

FORMATIONS INTER SYNDICALES 2015 - 2016

STAGE	DATES	LIEU
Coopération et économie solidaire (C&L)	9-10, 12-13/11/15	Paris
Animer et participer aux réunions (C&L)	30/11-2/12/15	Paris
CHSCT 2 ^{ème} (ARFESA)	1-2/12/15	Bordeaux
DP Initiale (ARFESA)	12-13/01/16	à définir
CHSCT Initiale 1 ^{ère} (ARFESA)	29/02-02/03/16	à définir
Droit d'alerte et délit d'entrave (ARFESA)	8-9/03/16	à définir
Communication Écrite (ARFESA)	1 ^{er} trimestre 2016	à définir
Séminaire CE (ARFESA)	1 ^{er} trimestre 2016	à définir

1^{ère} = 1^{ère} partie
(ARFESA) = Formation ARFESA

2^{ème} = 2^{ème} partie
(C&L) = Formation Culture et Liberté

Sur votre demande, sur des lieux et à des dates vous convenant, nous pouvons mettre en place des formations Initiale ou Renouvellement pour les élus CE, DP ou CHSCT ainsi que des formations Juridiques, Droit d'alerte et délit d'entrave, Nouveaux Élus, Préparation des Élections, Négociation, Rédaction de tracts, Risques Psycho-Sociaux, Ergonomie, Gestion du stress et techniques de relaxation...

Ces formations peuvent être intersyndicales ou pour une équipe.

Pour toute demande, contactez Philippe LEYCURAS au 06 42 08 75 74 ou philippe.leycuras@wanadoo.fr.

Association Régionale de Formation Économique, Sociale et Syndicale
Enregistrée sous le n° 24360016536 auprès du Préfet Région Centre
Agréée par arrêté préfectoral du 14 09 1989
12 rue du Colombier 36000 CHÂTEAUX
Tél 06 42 08 75 74 - arfesa@wanadoo.fr

Syndrome Wolswagen

Notre belle entreprise, qui ne connaît pas la crise, a surfé sur la vague de l'Océan Climax, avec la volonté affichée de faire coller la marque Crédit Agricole au combat écologique. Ce plan com, qui a dû coûter un bon paquet de cacahuètes bios, a été quelque peu décrédibilisé par un autre plan com, de l'association les amis de la terre, qui a dénoncé le soutien du CA pour un projet de centrale à charbon en Croatie. D'après nos sources, le Crédit Agricole tient à répliquer fermement, en effet, afin de lutter contre les gaz à effet de serre, il est prévu dans cette nouvelle centrale à charbon, que choux et féculents soient prohibés de la cantine. Voilà qui va faire taire les mal embouchés !



Voiture du peuple

Aujourd'hui, Je vais encore me faire ramoner car je suis en retard sur mes résultats. Mais, un pote allemand m'a refilé un logiciel ; j'y fais mouliner mes chiffres et mon chef n'y voit rien. Il me félicite même pour mes bons résultats. J'ai voulu savoir ce que faisait ce logiciel, aussi, je l'ai fait analyser par un pote qui travaille à NICE. Il m'a dit que pour les chiffres, c'était sophistiqué mais qu'il y avait aussi une étude de personnalité. Il me conseillait donc avec ma gueule de NewBeatle, de faire du Golf ou du Polo et d'élever des Coccinelles.

NewBeatle, Golf, Polo, Coccinelle, ça ressemble à des voitures ! Mais impossible de me rappeler la marque. Pour m'aider, il m'a dit de traduire le titre de cet article en allemand !

Calendrier militant

SUD Crédit Agricole

- 6 novembre : COMMISSION NATIONALE NICE
- 17 et 18 novembre 2015 : CN
- 19 novembre : NÉGO NATIONALES
- 8 décembre : NÉGO NATIONALES
- 15 décembre : COMMISSION NÉGO
- 16 décembre : BN
- Pour **2016** :
- 19 et 20 janvier 2016 : CONSEIL NATIONAL
- 9 mars : BN
- 4 et 5 avril : CONSEIL NATIONAL
- 18 mai : BN
- 19 mai : AG CASA, distribution tracts
- 31 mai et 1er juin : AG SUDCAM en Normandie

Solidaires

- 2015 :**
- jeudi 3 septembre 2015, BUREAU NATIONAL
- mercredi 30 septembre et jeudi 1er octobre 2015, COMITÉ NATIONAL
- jeudi 5 novembre 2015, BUREAU NATIONAL
- jeudi 3 décembre 2015, BUREAU NATIONAL
- 2016 :**
- mercredi 6 et jeudi 7 janvier 2016, COMITÉ NATIONAL
- jeudi 4 février 2016, BUREAU NATIONAL,
- jeudi 3 mars 2016, BUREAU NATIONAL,
- mercredi 6 et jeudi 7 avril 2015, COMITÉ NATIONAL,
- jeudi 12 mai 2016 BUREAU NATIONAL,
- jeudi 2 juin 2016, BUREAU NATIONAL
- mercredi 6 et jeudi 7 juillet 2016, COMITÉ NATIONAL

ÉNERGIE : TOUJOURS PLUS LIBÉRALISÉE, TOUJOURS PLUS CHÈRE

Sept ans après l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie, le médiateur national constate une multiplication des litiges pour les consommateurs qui ont changé de fournisseur (factures non émises, anciens contrats non résiliés, trop-perçus non remboursés...).

Et il signale que les prix ont augmenté de plus 35% depuis 2007. Vive la concurrence, synonyme de baisse des prix et de meilleur service !

HOLLANDE N'AIME PAS LES SÉPARATIONS (BANCAIRES)

Séparer les activités bancaires "utiles" des opérations "spéculatives", réorienter l'Europe... Voilà ce que promettait François Hollande en 2012. Mais quand l'Europe propose d'imposer aux plus grandes banques de sortir leurs activités de trading les plus risquées de leurs comptes, le gouvernement s'y oppose. Les bulletins de vote de BNP Paribas et de la Société générale devaient être plus gros que les nôtres.

LE FMI AVEC SUD !

Selon le FMI, la croissance est d'autant plus forte que les riches ont une petite part de la richesse nationale, et que les pauvres en ont une grande. Et le Fonds de critiquer la flexibilité du marché du travail, qui « *réduit le pouvoir de négociation des travailleurs pauvres* », et d'appeler à un pouvoir plus grand des syndicats. Si même le FMI s'oppose à la politique de notre gouvernement "de gauche"...

Secret Story

Bruxelles, plus précisément la commission du parlement européen, a sorti le 16 juin dernier une directive dite : "Secret des affaires". Celle-ci permettrait aux entreprises de bloquer une enquête de journaliste ou même de magistrat, si cela pouvait porter atteinte à ses intérêts économiques. Oui messieurs dames ! Ainsi, l'entreprise pourrait réclamer des sommes considérables aux journalistes fouineurs et chieurs, sur la base de "l'octroi de dommages & intérêts aux détenteurs du secret d'affaires, pour le préjudice subi". Pas si étonnant en fait, sachant que la constitution européenne rejetée par le peuple mais imposée quand même, prévoyait à l'origine que le marché soit considéré comme constitutionnel et institutionnel. Pas si étonnant aussi, quand on voit le sort réservé aux lanceurs d'alerte. Maintenant le business passe avant le citoyen, ses droits et ses libertés. Le profit ne peut pas s'encombrer de notre liberté de savoir, d'agir et de conscience. Préparez vous donc à une révolution de l'information, relayée par des "bénis oui-oui", préparez vous à bouffer à nouveau vache folle et viande de cheval et à une justice à la botte de ceux qui ont le pouvoir du pognon. Par contre, vous pouvez aussi vous préparer à une autre révolution, pacifiste et collective, en apportant un soutien visible, franc et massif, aux syndicats qui défendent les libertés, à SUD par exemple et soutenir la presse libre indépendante et impertinente, comme *Objectif SUD*.....

CHARLIE HEBDO
En vente tous les mercredis

Le Crédit agricole prend 25% du capital de La Voix du Nord. Le journaliste qui menait une enquête sur le Crédit agricole a immédiatement été chargé de la rubrique des chiens écrasés.



Sortons les retraites complémentaires du “marché” !

Intégrons les dans le régime de base !

Depuis quelques mois, le patronat, le gouvernement et les commentateurs “éclairés” sont en campagne sur la question du financement des retraites complémentaires.

Sous prétexte de sauver les retraites complémentaires, le patronat et d’autres mettent en avant les habituelles réponses libérales : Report de l’âge légal au-delà de 62 ans sinon décote, baisse des pensions, diminution des pensions de reversions, augmentation des cotisations des salariés, etc....

Solidaires a sorti ce mois de juin un tract recto/verso : “Nouvelle provocation du patronat : forts reculs sociaux pour les retraites complémentaires.....”

Dans cette expression de Solidaires (comme d’ailleurs dans beaucoup d’autres expressions syndicales sur ce sujet) il nous semble qu’il manque une partie d’analyse importante : le fait que la collecte et la gestion des retraites complémentaires sont assurées par des sociétés privées d’assurance.... Cette question n’apparaît qu’en fin de tract (mais sans explications) dans nos revendications : « *Intégration des régimes*

Toutes les données chiffrées qui suivent sont tirées du rapport de la cour des comptes de décembre 2014.

AGIRC, ARRCO et “sous- traitants” !

En 1945, lors de la mise en place de la sécurité sociale, les caisses de retraite des cadres ont voulu préserver leur particularité à travers l’AGIRC (Association Générale des Institutions de Retraite des Cadres) née en 1947.

Pour améliorer les pensions trop basses du régime général, les retraites complémentaires pour les autres salariés se sont mises en place à partir de 1961 avec l’ARRCO (Association pour le Régime de Retraite Complémentaire des Salariés).

La gestion des retraites complémentaires est sous-traitée à des IRC (Institutions de Retraites Complémentaires) qui appartiennent elles-mêmes à des GPS (Groupe de Protection Sociale)... Qui sont souvent de grands groupes capitalistes d’assurance privée intervenant dans l’assurance, les complémentaires diverses, les mutuelles,

L’AGIRC et l’ARRCO sont des associations qui réglementent, organisent et contrôlent le fonctionnement de ces IRC...

Le paritarisme social dans la gestion de l’AGIRC / ARRCO se résume à un partage de pouvoir alternativement entre la CGC et le MEDEF.

Actuellement, il y a 37 IRC qui collectent et gèrent les retraites complémentaires pour le compte de l’AGIRC / ARRCO. Mais comme le dit le rapport de la cour des comptes, 5 Groupes de Protection Sociale (AG2R La

Mondiale, Humanis, Klésia, Malakoff Médéric et Réunica) ont 75% de “part de marché en retraite complémentaire” !

Une gestion privée coûteuse et pas très performante !

Le chapitre 3 “des progrès de gestions impératifs” du rapport de la cour des comptes (pages 61 à 84) s’étend longuement sur les dysfonctionnements et le coût engendrés par la dispersion de la gestion des retraites complémentaires dans 37 IRC.

Des coûts de gestion trop importants.

Il y a beaucoup d’IRC autonomes les unes des autres, héritage des anciennes institutions professionnelles, nationales ou régionales... Les regroupements se sont accélérés depuis + de 10 ans et on arrive à 37 en 2014.

Des doublons de gestion persistent malgré les



complémentaires dans les régimes de base afin que chaque salarié cotise à une seule caisse de retraite »

Le rapport de la cour des comptes de décembre 2014 s’étend pas mal sur le “coût” et les dysfonctionnements qu’engendre la gestion des retraites complémentaires par des boîtes privées...

De notre point de vue, laisser à la seule cour des comptes le soin de “critiquer” la gestion privée des retraites complémentaires pose problème ! En lien avec SUD Protection Sociale, il nous semble important que Solidaires s’exprime aussi sur cette question... Développer nos argumentaires sur cette partie nous permettrait d’avoir des revendications Solidaires plus claires et plus visibles pour l’ensemble des salariés que ce soit sur les retraites complémentaires mais aussi sur l’ensemble de la protection sociale.

rapprochements. Par exemple en 2012, 410 000 entreprises, 2,9 millions de salariés et 3 millions de retraités cotisaient ou percevaient leurs retraites complémentaires d'au moins 2 groupes différents...

La séparation comptable entre les activités de gestion des retraites complémentaires et les autres activités marchandes dans les GPS n'est pas claire... Ce qui peut entraîner que des coûts de gestion liés à des activités d'assurance sont affectés aux IRC gérant les retraites complémentaires.

AGIRC et ARRCO doivent imposer une mutualisation plus importante de la gestion des IRC : systèmes informatiques, plateformes communes... Forcer aussi les GPS à séparer la gestion des retraites complémentaires des autres activités.

Des dépenses de gestion qui ont fortement augmentées depuis 10 ans.

Des charges d'informatique trop importantes et qui dérivent. Elles représentaient 27% des frais de gestion en 2012.

Des charges de personnel (environ 14 600 salariés concernés) comptant pour 55% des coûts de gestion. La gestion des retraites complémentaires au sein des GPS a des coûts salariaux bien supérieurs à ceux de de l'assurance vieillesse du régime général : l'écart entre le niveau des rémunérations moyennes au titre des régimes AGIRC/ARRCO et celui de la CNAVTS s'élève à +25% à ancienneté égale. En matière salariale, on est plus proche du secteur des assurances que des organismes de protection sociale.

Des coûts de gestion supérieurs à ceux du régime général. A périmètre d'activité comparable et à volumes d'activités identiques, les coûts de gestion des retraites complémentaires sont supérieurs en moyenne de 20% par rapport à ceux de l'assurance vieillesse du régime général.

Améliorer la qualité du service

Des erreurs de liquidation plus fréquentes qu'à la CNAVTS.

Des délais de paiement non respectés.

Les IRC n'ayant pas les moyens juridiques des URSSAF, les fraudes des employeurs ne sont pas détectées et le montant des cotisations non recouvrées est plus important.

“Simplifier” disent-ils !

Le patronat monte souvent au créneau sur le “coût” du travail ou sur la “complexité” administrative...

Si les salariés cotisent à une retraite complémentaire s'est parce que la pension du régime général est trop basse (maximum 50% de la moyenne du salaire des 25 meilleures années)...

De fait, cotiser à une retraite complémentaire en complément des cotisations URSSAF est une contrainte imposée aux salariés... Mais aussi aux patrons, car cela entraîne plus de travail “administratif” (paiement, déclarations, ...) pour l'employeur !

On peut étendre ce raisonnement à l'assurance maladie... Ce qui n'est pas pris en charge par l'assurance maladie : remboursement des soins dentaires ou optiques, les remboursements de médicaments, les coûts de l'hospitalisation ... ont contraint les salariés à cotiser en plus de l'URSSAF à une mutuelle maintenant devenue obligatoire... ce qui entraîne de fait un travail “administratif” supplémentaire (paiement, déclarations, ...) pour l'employeur !

Pour Solidaires, revendiquer l'intégration des retraites complémentaires dans le régime de base (CNAVTS) et l'intégration des mutuelles de santé dans l'assurance maladie permettrait :

- De combattre la privatisation rampante de notre système de protection sociale.
- D'assurer aux salariés une meilleure prise en charge et une simplification pour tous sans globalement coûter plus cher en cotisations salariales et patronales.

Ce document à vocation d'ouvrir le débat dans Solidaires non seulement sur la question des retraites complémentaires mais aussi sur les mutuelles.

Bien évidemment, il serait souhaitable que SUD Protection Sociale intervienne dans ce débat...

Vous aussi vous pouvez rester informés en direct,

Vous aussi, vous pouvez vous exprimer

restez connectés sur le site de SUD CAM et vous pourrez consulter (et mettre à jour) les informations des syndicats dans les Caisses Régionales...

<http://www.sudcam.com/>

CICE : une niche fiscale à la mode Hollande.

Le dispositif

Depuis le 1^{er} janvier 2013, un crédit d'impôt est ouvert à l'ensemble des entreprises employant des salariés, imposées à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu d'après leur bénéfice réel, quel que soit le mode d'exploitation (entreprise individuelle, société de personnes, société de capitaux, etc), et quel que soit le secteur d'activité (agricole, artisanal, commercial, industriel, de services...)

Doté à terme de 20 milliards d'euros, le CICE est la plus importante niche fiscale jamais mise en place. Un dispositif fiscal accordé sans aucune contrepartie en matière de création d'emplois, de salaires, et dont les objectifs se résument à faire baisser le coût du travail et à augmenter les taux de marges des entreprises.

Mise en place et conséquences dans les services

Le CICE ne profite en réalité qu'aux grandes entreprises, aux secteurs non exposés comme la restauration, les pharmacies ou la distribution.

Le CICE incite les entreprises développant une politique de bas salaires puisque ce sont les secteurs où les salaires sont les moins élevés qui bénéficient le plus du crédit d'impôt.

Dans les SIE, la foire aux questions concernant le CICE compte plus de 70 pages. Les notes arrivent chaque jour dans lesquelles l'administration centrale insiste sur la nécessité de rembourser les entreprises en 15 jours.

Les demandes des CICE représentent les $\frac{3}{4}$ des demandes de remboursement de créances fiscales dans nos services depuis le début du mois de mai 2014.

Comme d'autres créances, le CICE peut être remboursé à des entreprises en liquidation judiciaire. (quel impact sur l'emploi ?)

En cette période de dépôt des déclarations de résultats (et oui il y a encore beaucoup de papier), de fiabilisation des locaux c'est une nouvelle charge de travail pour nos collègues de SIE.

Notre analyse et nos revendications

La question du contrôle et de l'évaluation du CICE est posée : des conditions trop floues pour en bénéficier et une faiblesse de contrôle le rendront inefficace et empêcheront d'en tirer un bilan précis.

L'exemple du crédit impôt recherche utilisé à des fins d'optimisation fiscale sans lien direct avec la recherche, sans réelle évaluation de son efficacité, sans publication rendue publique montre qu'une niche fiscale ne peut être efficace sans ciblage précis.

Concernant l'impact économique, on ne peut que douter de son efficacité, il suffit de regarder les chiffres du chômage.

Au final, le CICE s'avère être un dispositif trop coûteux ayant des effets néfastes sur les salaires et donc le pouvoir d'achat, la croissance et les emplois. Ces 20 milliards supplémentaires vont alourdir la dette de l'Etat et viennent s'ajouter aux 180 milliards déjà distribués par la puissance publique aux entreprises.

On peut estimer que l'Etat finance plus de 4 millions d'emplois dans le secteur privé.

Les entreprises françaises sont ainsi massivement subventionnées.

On peut douter de l'intérêt économique du CICE, mais surtout le gouvernement et son bras financier Bercy mettent en place ces niches fiscales (CICE, CIR) sans mesurer les conséquences dans le fonctionnement des services et la dégradation des conditions de vie au travail de nos collègues.


Bienvenu dans la Matrice

Je me suis déconnecté un jour de la Matrice, j'ai rencontré un ou plusieurs Morpheus qui m'a convaincu que ce que je vivais n'était pas réel, que je pensais être dans une réalité mais que la vraie vie ce n'était pas ça. Au début j'ai eu du mal à y croire, ça semblait tellement réel, c'était tellement sécurisant d'avoir une vie réglée comme du papier à musique : faite de 15 rendez-vous par semaine, de réglementation, de procédures, de réunions hebdomadaires, de chiffres alignés, d'objectifs remplis ou pas. Tout cela avait l'air si cohérent, si normal. Je me disais que la vie professionnelle c'était comme ça, qu'il fallait se conformer à la norme et que peut-être je serais reconnu par mes supérieurs, augmenté, récompensé, promu même. Il suffisait juste de se conformer à ce que l'on me disait et tout irait bien.

Et puis un jour il y a eu un roblème dans l'engrenage parfaitement huilé de la matrice, j'ai vu des collègues trimer et ne pas être récompensés, j'ai vu que si j'étais dans le nombre de rendez-vous semaine et dans le nombre d'objectifs demandés, ceux-ci augmentaient invariablement jusqu'à atteindre des chiffres faramineux. Je me suis senti super mal, j'ai eu l'impression de ne pas être dans le plan de marche, d'être le maillon faible. Je dormais mal la nuit, j'avais peur de l'entretien hebdo avec le chef, mes crédits habitats en court me coupaient le sommeil. Je n'arrivais pas à réconcilier ce que me disait le boss sur la production à faire, ce que me disaient les procédures bancaires et ce que voulait le client !

Et puis j'ai rencontré mon Morpheus, il était adhérent à Sud, il m'a dit que j'étais connecté à une machine infernale et qu'elle se nourrissait de moi. Elle m'a dit que tous on l'alimentait et qu'elle était toute puissante. La banque ne perd jamais comme au casino. Et comme les machines dans Matrix, elle est toute puissante, s'engrosse avec le capitalisme financier et je la sers et je l'engraisse !

Alors j'ai sauté le pas, je me suis déconnecté, j'ai débranché ce gros câble que j'avais derrière la tête et maintenant je suis

libre ! Je choisis de bien m'occuper de mes clients, de prendre le temps, de ne pas me faire  sur les procédures. J'ai choisi de rentrer chez moi et de m'occuper des miens, de ne plus me faire bouffer la vie privée par le boulot. Oui j'ai été débranché et maintenant je vois tous les codes sur des lignes vertes. Je vois les rouages de la Matrix, je vois que si on ne reprend pas les rennes pour créer un nouveau Sion, la machine va tous nous bouffer. Pourquoi toujours plus, toujours mieux toujours plus haut ? Pourquoi se bouffer la planète avec de la surconsommation ?

Alors que rentrer chez soi en ayant tombé le fardeau, se faire un apéro entre potes, voir son gosse faire enfin du vélo à deux roues, aller à la plage faire trempette en ce bel automne, c'est quand même ça qu'est bon, non ?

Et vous quel est votre Sion ? On veut vous parler réorg. ? On veut vous faire croire que l'on vous a concerté dans des groupes de travail et que l'on s'intéresse à vos conditions de travail (il serait temps depuis que l'on s'époumone en CHSCT notamment). Mais en vrai, on se le dit entre nous, on sait bien qu'on nous a tout prémâché à l'avance, qu'on a fait semblant de nous écouter et que tout était déjà écrit dans les cartons. Alors pour vous ce serait quoi une nouvelle agence, un nouveau siège, une nouvelle organisation ? Ce serait quoi votre Sion de l'entreprise ?

Moi j'ai plein d'idées déjà ! On pourrait commencer par tous nous rémunérer à notre juste valeur, payer les heures supplémentaires, embaucher au minimum une personne en plus par agence et par service, ce ne serait pas du luxe, on pourrait tous devenir des vrais sociétaires de notre banque, on pourrait en faire un genre de coopérative où on serait tous intéressés au devenir de notre entreprise. Mais là je rêve un peu c'est vrai, c'est de l'utopie. Mais rappelez-vous j'ai été déconnecté de la Matrice, le rêve c'est permis quand on est libre.

Mafalda



Interstellar negotiation

Durant cet automne 2015 entre lune rouge et découverte d'exo-planète, il est un monde étrange que les organisations syndicales devront explorer. La nébuleuse portant le nom bizarre de "NGC 2018 rétribution globale", apparue sur nos télescopes il y a déjà quelques temps, vient d'être enfin photographiée de près et c'est avec perplexité que nos chercheurs ont commencé à se pencher sur cet objet non identifié.

Surprenant magma que l'univers nous envoie !!! Mais comme rien n'est insondable, les techniques dont nous disposons à ce jour permettent déjà d'évaluer la consistance de la source d'énergie potentielle. D'un premier abord, la matière qui nous parvient du cosmos laisse apparaître l'espoir d'une nouvelle terre dont le climat serait plus doux que ce que nous connaissons ici bas. Il faut dire qu'à force d'extraire toutes les ressources existantes en chacun de nous, il apparaît nécessaire d'envisager pour le futur, un voyage vers un autre monde. L'épuisement qui guette chacun de nous est aujourd'hui quantifiable et nos dirigeants savent parfaitement que l'exploitation du filon, malgré le renouvellement des sources d'énergies par de jeunes pousses, a trouvé ses limites.

Un autre monde serait donc possible ? Un monde réinventé, où les richesses ne serviraient pas seulement l'intérêt de quelques uns et où elles ne s'évanouiraient pas non plus dans un nuage gazeux intergalactique.

Mais voilà, l'histoire de l'univers apparaît de plus en plus comme une éternelle expérience qui ne tend pas obligatoirement vers la perfection.

Rien ne se perd, mais rien ne se crée non plus... par contre tout peut se transformer. Seule équation non résolue à ce jour : qui tirera profit de la situation ? Doit-on se jeter éper-

duement vers le vide, sans que nous ayons un minimum de garantie que notre futur sera mieux que notre présent. La promesse d'un monde meilleur, d'un nouveau soleil, ne doit pas aveugler les organisations syndicales qui, aujourd'hui, doivent valider un changement de planète. Les données salariales, REC et intéressement ne doivent pas seulement se contracter sous la gravité de l'univers "maîtrise de la masse salariale", mais l'amas issu de leur fusion, devra servir l'expansion de la ressource dite "salaire net perçu par le pékin moyen". Une issue autre ne servira à rien dans un monde où variabilité au mieux et évaluation à la gueule du client au pire, seront les inconnues qui guideront les salariés vers de nouvelles frustrations, sources d'ondes gravitationnelles négatives. Les ondes radios envoyées par le vaisseau piloté par la DRH, mais dont le "cerveau de commande" paraît ne pas avoir compris que "reconnaissance" était un terme qu'il fallait arrêter de galvauder au regard des profits accumulés, semble à nouveau subir des interférences interstellaires.

On le sait, il est difficile de décrypter les signaux venus du fond de l'univers. Mais éclipser une renégociation globale de l'enveloppe intéressement/participation, sous prétexte que l'on doit simplement trouver un accord qui baisse l'intensité d'impact de l'intéressement sur notre rémunération perturbe le sens même des tractations. Quant au big bang REC, il nous laisse dubitatif. La désintégration de la valeur collective dans un système individualisé, nous semble contre productif à terme.

A défaut de trouver notre bonne étoile dans ces négociations, nous souhaitons qu'elles ne s'achèment pas vers le trou noir annoncé. On pourrait passer bien près de la catastrophe si le pilote ne s'attache qu'à trouver son point d'équilibre sans tenir compte des exigences des passagers ■

Retour vers le passé.

La banque digitale est annoncée comme la banque de demain, sous l'égide de l'électronique, du binaire, de l'informatique, des algorithmes, des mathématiques. De fait, la fin du guichet bancaire semble inéluctable. Le client pourra faire ses opérations en tapotant sur le clavier de son ordi ou de son téléphone avec pour les plus fortunés la possibilité d'engueuler un guichetier virtuel par sms. La blague pas de bras, pas de banque, ne fera pas rire, car il suffira de parler à nos machines pour qu'elles comprennent et s'exécutent. Par contre faudra faire gaffe à pas dire de conneries qui pourraient être mal interprétées. Même un pet malencontreux pourrait être capté comme une opération sur les produits dérivés.

La banque digitale est en branle. Nous y sommes presque. Cependant il y a encore quelques accros grâce aux escrocs. Suite aux fraudes successives subies dans pas mal de Caisses Régionales, notamment au travers des virements BAM, les pare feux et logiciels de sécurité de la banque de demain sont déjà en fonction. En effet, pour s'assurer que les virements et diverses demandes émanent bien du bon client, les consignes sont claires, comme le stipule le rappel des procédures : *« Les demandes de virements doivent se faire en agence en présence du client. L'ajout de RIB dans la BAM ou les changements de coordonnées personnelles devraient s'opérer prioritairement de la même façon et devraient faire l'objet d'intégration en GEIDE des justificatifs ou demandes écrites et signées des clients. »*

Si ! Si ! C'est vrai. La banque de demain est celle qui fera venir le client au guichet. La banque de demain, c'est celle d'hier. Comme quoi, Einstein avait raison ■

SALEM

Dans l'histoire de l'Humanité il y eut un bon nombre de périodes peu reluisantes où il a fallu chercher des victimes, des boucs émissaires pour trouver une cause aux maux de la société. Ainsi en 1692 à Salem, petite ville du Massachusetts aux Etats-Unis, eut lieu le terrible procès des sorcières. Et de pauvres filles furent victimes des vindictes populaires, ostracisées, mise en prison, puis, sans raisons véritables, exécutées.

Mais ne prenons pas de grands airs en nous disant que tout est résolu et qu'à présent nous sommes des êtres civilisés bien loin de 1692. Il nous revient encore aux oreilles mais nous ne pouvons pas y croire car nous sommes l'entreprise du Bon Sens qui a de l'avenir, que certains managers pointent la personne à abattre et que les autres membres de l'équipe fondent sur la malheureuse victime comme la misère sur le monde. Si tel était le cas, ce qui n'est que pure hypothèse, on pourrait analyser cette attitude de plusieurs façons : on pourrait se demander si les collègues réagissent comme ça par peur de s'attirer les foudres, par lâcheté, par vengeance un peu aussi (sait-on jamais). Et si une telle

chose se passait, on serait en droit de se dire, que nous syndicat SUD (dont l'acronyme rappelons le signifie : Solidaires Unitaires Démocratiques) on ne pourrait pas laisser faire cela. On commencerait par protéger la personne accusée puis on essaierait d'expliquer aux collègues, que c'est normal d'avoir peur, mais que de là à faire partie des bourreaux, ça n'est ni justifiable, ni acceptable. Ok, on a déjà vécu ça en France, les collaborateurs, on connaît ça. A l'époque où la France buvait de l'eau pétillante, des Jean Moulin, on n'en voyait pas beaucoup. Mais croit-on sincèrement que l'on va se protéger de son responsable en accusant quelqu'un d'autre ? Non, on se salit soi-même et un jour on a du mal à se regarder en face le matin devant sa glace. Et quand la victime on la fait partir d'une manière ou d'une autre, à un moment ça finit par être notre tour à nous et qui va nous défendre alors ? À Salem on ne s'est pas arrêté à une ou deux personnes, non, non on a continué la chasse. Et quand la folie prend de l'ampleur, elles ne s'arrêtent pas si on ne se met pas à plusieurs pour la stopper.

Et vous, de quel côté seriez-vous ?

LES BONS COMPTES DE L'IMMIGRATION

Contrairement aux idées reçues, l'immigration n'a pas d'impact négatif sur les comptes sociaux ni sur le chômage. Globalement, elle est même positive d'un point de vue économique

Loin des fantasmes qui nourrissent le rejet voire la haine des étrangers, de nombreuses études démentent l'idée que l'immigration serait un coût. Une étude de l'Onu réalisée

Enfin, côté finances publiques, une étude réalisée pour le ministère des Affaires sociales a dressé le bilan des prestations reçues et des prélèvements versés. D'un côté, les immigrés perçoivent davantage de prestations sous conditions de ressources car ils sont, sans surprise, plus pauvres que la moyenne. Mais, de l'autre, ils sont sous-représentés parmi les jeunes et les vieux, les deux catégories qui coûtent le plus cher à la protection sociale. Résultat : globalement, les cotisations payées sont légèrement supérieures aux prestations reçues. Et les immigrés paient aussi, comme tous les contribuables, des impôts. Comme le résume le chercheur qui a dirigé l'étude : « L'impact de l'immigration est neutre sur les budgets sociaux, voire relativement positif à long terme. » Un constat également partagé par l'OCDE qui conclut que les immigrants ne sont pas un fardeau pour les finances publiques.

Ces calculs sont utiles pour tordre le cou à certains fantasmes mais ils ont aussi leurs limites. Cela aurait-il un sens de faire de même pour les femmes, les handicapés, les jeunes ou les vieux, les cafetiers auvergnats ou les éleveurs bretons ? C'est la notion de justice sociale qui se dissout dans ce genre d'arithmétique et, dans le même mouvement, l'idée même de solidarité qui disparaît.

Alors, cessons de chercher des boucs émissaires. Car, de proche en proche, de "contrainte budgétaire" en "impératif de compétitivité", l'étranger devient l'autre, puis le voisin chômeur qui perçoit (croit-on) des allocs en regardant sa télé, ou la mère célibataire du 2ème qui vient d'avoir un second mâme. Et un jour l'on se réveille, au matin brun, sans plus personne à qui demander secours.

PIERRE CONCIALDI

dans soixante-quatorze pays a ainsi montré que lorsque l'immigration augmente la population active de 1 %, la richesse Créée (le PIB) a u g m e n t e aussi de 1 %. Bref, l'immigration n'ap-

pauvrir pas les pays d'accueil. Dans le cas français, les chercheurs ont même montré que l'immigration, y compris familiale, est plus bénéfique qu'elle ne l'est en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Les immigrés n'aggravent pas non plus les chiffres du chômage. Car les immigrés sont à la fois des travailleurs et des consommateurs. D'une certaine façon, ils créent leur emploi. Dans la crise, les immigrés ont même joué un rôle d'amortisseur, ce qui a permis aux salariés nationaux de se maintenir dans une position relativement plus favorable.



Le syndicalisme contre le fascisme

En France, l'extrême droite représente un spectre très large allant des groupuscules fascistes jusqu'aux réseaux antisémites Dieudonné et Soral, en passant par la nébuleuse religieuse réactionnaire ou bien les conspirationnistes.

Son expression politique la plus connue est le Front National. Par ailleurs, certains groupes ont organisé des manifestations de rue plus ou moins massives et relayées médiatiquement (par exemple "Jours de Colère" pour le Bloc Identitaire et les "Manifs pour Tous" pour Civitas).

Les extrêmes droites ont prospéré par l'intermédiaire d'un discours en direction de celles et ceux qui subissent les politiques libérales. Les réponses de l'extrême droite aux chômeurs, aux précaires, aux plus pauvres, aux exclus varient à la marge mais reposent sur ses valeurs : nationalisme, racisme, autoritarisme, sexisme.

De plus, le FN est interclassiste : il prétend défendre les salariés et le patronat. Mais il a choisi son camp : son programme prévoit « une grande réforme des syndicats » afin d'aboutir à des syndicats « plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) ». Les travailleurs espagnols qui ont connu le syndicalisme unique et fasciste sous Franco jusqu'en 1975 pourront témoigner de son efficacité pour défendre les droits des travailleurs.

Après les attentats du 11 septembre 2001 et les guerres en Irak puis en Afghanistan, la bipolarisation entre Occident "chrétien" et Orient "musulman" s'est imposée. L'extrême droite adhère à cette vision du monde qui remet en avant les religions que le bipolarisme USA-URSS avait pour un temps écarté. La mise en avant par les médias de la bipolarisation Occident "chrétien" et Orient "musulman" a été survenue par les médias français, heureux de trouver ici une réponse simple à un monde qui reste évidemment beaucoup plus compliqué. Ils ont grandement facilité et participé aux développements des idées d'extrême droite.

Dédiabolisation ?

Si le Front national a nettement opté pour une "stratégie de gouvernement" et essaye d'avancer masqué derrière une façade supposée plus respectable, plus sociale et plus crédible, nous sommes face à un changement de stratégie plus qu'à un réel renouvellement idéologique. Le Front National reste un parti d'extrême droite, nationaliste et raciste.

Son discours pseudo-social, développé par touches successives depuis 1996, rompt avec les diatribes ultralibérales des années 80 pour élargir son électorat traditionnel aux classes populaires. Mais s'il dénonce les excès de la "mondialisation capitaliste", c'est pour mieux défendre le capitalisme des petits patrons "bien de chez nous" dans un cadre national où il n'y aurait plus de classes sociales et d'intérêts

divergents (pourtant inhérents au système capitaliste !), mais un socle commun, une identité nationale. L'idée est ainsi d'élargir son électorat traditionnel pour toucher un électorat populaire.

Pour cela, il n'hésite pas à emprunter et pervertir des notions progressistes et des valeurs syndicales (nationalisations, services publics, etc..) en les adaptant à une vision nationaliste et raciste.



Mais quand les caméras s'éloignent, les vieux réflexes prennent le dessus, et c'est à nouveau la charge contre les syndicats, les "assisté-es", et surtout les immigré-es : même rebaptisée, pour moins effrayer, "priorité nationale", la "préférence nationale" reste la base du programme frontiste, avec une logique de ségrégation sociale et raciale. Les scandales liés aux propos racistes et homophobes de plus d'une centaine de candidats FN aux élections de mars 2015 rappellent à ceux qui en douteraient que le FN reste un parti d'extrême droite, malgré ses tentatives de "dédiabolisation" et de banalisation.

Cette stratégie de "dédiabolisation" du Front National est portée par une nouvelle génération de quadragénaires qui ne se contente plus d'une posture protestataire mais qui vise le pouvoir, adaptant son discours selon les circonstances et le public visé, l'important étant pour eux d'attirer de nouveaux électeurs et électrices.

Ce rêve d'accéder au pouvoir est rendu plausible à moyen terme par la porosité grandissante entre la droite et l'extrême droite, à l'œuvre depuis plusieurs années dans la plupart des pays d'Europe, mais qui s'est accélérée ces dernières années en France.

Un contexte de porosité idéologique, où les violences augmentent

Des convergences politiques entre les droites ont pu reprendre, comme lors des mobilisations massives contre le droit au mariage pour tous, commencées en 2012. Des convergences moins larges ont existé entre mouvances, de plusieurs obédiences, clairement classées à l'extrême droite, lors du "Jour de colère", où on a pu entendre dans les rues de Paris des cortèges qui ne regroupaient pas que des groupuscules néo-nazis crier "juifs hors de France".

Agressions contre les lesbiennes, bi-es, gays et les personnes trans, contre les immigré-es et les personnes issu-es de l'immigration, les musulman-es, actes antisémites, violences envers des militant-es antifascistes et des organisations progressistes, se sont multipliées, dans toute la France comme à travers toute l'Europe, alors que l'extrême droite était banalisée. Le 5 juin 2013, Clément Méric, militant syndical et antifasciste, était assassiné par des militants néonazis à Paris. Odieux et inacceptable en lui-même, ce meurtre a dépassé le drame individuel. Mais les manifestations qui ont suivi cet assassinat n'ont pas été massives, et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (syndicats, partis) n'ont pas réussi, pour celles qui l'avaient essayé, à mobiliser largement leur-es militant-es. Cet assassinat s'inscrit dans la tradition des violences d'extrême droite, rappelons si nécessaire qu'il y a 20 ans Ibrahim Ali, âgé de 17 ans, était tué par des colleurs d'affiches du FN à Marseille et que Brahim Bouarram, âgé de 30 ans, était mort noyé suite à l'agression de skinheads venus de la manifestation du FN le 1^{er} mai 1995.

Les attentats contre Charlie Hebdo et l'hyper casher de Vincennes ne semblent pas avoir profité au Front National et les médias "dominants" ont plutôt tenté de ne pas faire d'amalgames. Cela n'occulte pas les attentats contre des lieux de culte ou des commerces musulmans qui ont eu lieu. Entre un antisémitisme meurtrier et des violences islamophobes, il importe de combattre ces différentes formes de racisme et de relier l'ensemble à la lutte antifasciste.

De ce point de vue, l'appel "ensemble contre tous les racismes et le fascisme" pour les manifestations du 21 mars 2015, signé par une centaine d'organisations, allait assurément dans le bon sens : *nous condamnons l'islamophobie et l'antisémitisme et toutes les formes de racisme comme nous condamnons les stigmatisations contre les quartiers populaires. Nous refusons les actes négrophobes. Nous refusons la chasse aux migrantEs et aux Rroms et les limitations à la liberté de circuler.*

Nous refusons toute restriction à nos capacités de résister aux politiques antisociales au nom d'une "union nationale".

Nous refusons de nous résigner à la montée de l'extrême-droite qu'elle prenne la forme du Front national, des groupes ouvertement fascistes et agressivement islamophobes ou/et antisémites. Nous dénonçons les gouvernements qui ont renforcé la chasse aux sans-papiers, le quadrillage des quartiers populaires et qui contribuent pleinement à la montée du racisme et des idées réactionnaires, notamment homophobes et sexistes.

Solidaires contre le fascisme

Que doit porter notre union syndicale afin de combattre une extrême-droite protéiforme ?

À notre sens, cela ne peut être qu'en pratiquant un antifascisme radical (dans le sens premier qui est de s'attaquer aux causes d'un mal, plutôt qu'à ses symptômes), pragmatique (ce qui implique une continuité entre les fins et les moyens) et enfin un antifascisme de masse c'est-à-dire qui soit le fait de l'ensemble de la population et en premier lieu du monde du travail.

à suivre



Patchaque !

Me voilà dans le train, en route pour Bordeaux. Non, pardon, en rail pour Bordeaux. Assis en face de moi, une adorable asiatique ne cesse de me faire des sourires. Elle me sourit malgré ma gueule de con de début de semaine ardue, qui n'a rien à envier à ma gueule de con de fin de semaine. J'en conclus rapidement que chez les asiatiques, les sourires, c'est vraiment culturel. Alors, d'un regard circulaire, j'ai scanné le carré voyageur d'à côté, puis le mien. Pour sûr, ma gueule de con est bien culturelle aussi. Le micro sous les mains, je parle bien de l'ordinateur bande d'empaf-fés, sinon j'aurais dit le macro, je me suis "challenge" comme disent les chefs, dans le but d'écrire cette chronique. Se "challenger", c'est s'obliger à soit même ! Faut être un âne quand même ! Je pourrai rester peinard à reluquer les splendeurs de l'Asie, à admirer les monts et merveilles de l'empire des sens, à rêver des promesses de Thaï, à m'enivrer du parfum "opium", à répondre aux sourires cantonnés à ma personne, à voyager virtuellement dans les rizières en me laissant bercer par le charme envoûtant des douceurs exotiques. Ben que voulez vous, je suis un gros naze, me suis "challenge" !

Le problème est que même si j'ai des tas de trucs à vous raconter, rien ne m'inspire sur l'économie, sur le crédit agricole, le bancaire, ou le social. Il y a bien le coup de la chemise d'Air France, mais si j'aborde ce sujet, j'ai bien peur de franchir la ligne jaune et franchement, ce n'est pas le moment et puis elle n'y est pour rien ma voisine d'en face. Alors je dois écrire, mais je suis sec. Sec des sujets qui normalement doivent être traités dans le seul pavé sérieux et documenté d'Objectif SUD.

Alors, exceptionnellement, je vais vous livrer un secret, qui me permet de ne jamais rester blanc devant la page blanche, n'en déplaise à Nadine. C'est une astuce à 2,20 €. Il suffit d'acheter le journal "*Le Monde*" et de reprendre quelques sujets pour tisser un texte cohérent sur l'actualité économique du Monde, sans pour autant parler que du Monde, mais quand même des sujets du journal Vous suivez ?

Allez c'est parti ! C'est avec le monde à mes genoux que je vais vous raconter les histoires du Monde.

Southwark ! Non il ne s'agit pas d'un dessin animé ou les personnages en papier pètent et rotent à souhait, vous confondez avec South Park ! Là, nous sommes dans la city, en bordure de Tamise, à côté du London Bridge (qui n'a rien à voir avec l'enseigne d'un dentiste). Nous sommes au tribunal de sa gracieuse majesté, à Londres. Dans chaque salle d'audience trône au dessus de la perruque poussiéreuse des juges, une devise écrite en français "Dieu et mon droit". Bon, OK, y a mieux comme devise, ils auraient pu mettre "Droit est mon pieux" rapport à la sentence de l'empalement de l'époque d'Henri VIII, ou moderniser avec un "On roule au Droit", quoi que non ! Pour les engliches, c'est pas

bon... Alors je verrai bien un "Droit de vents", ils bouffent bien des flageolets les roosbeefs non ? Ou encore et pour finir un "En Droit puis je vous aider ?". Ouais bof ! Revenons au sujet. Les emperruqués doivent statuer sur le cartel du LIBOR. Les juges doivent jauger du sort des 6 malfrats endimanchés qui ont manipulés les taux du LIBOR (sujet abordé dans l'incroyable article titré "LIBOR ou l'argent du LIBOR" d'Objectif SUD n°89 de septembre 2012, pour s'en foutre plein les fouilles. Le résultat des débats est attendu pour dans 3 mois. Alors nous n'allons pas rentrer dans la technique, l'explication des produits dérivés et des embrouilles, juste nous arrêter sur cette constatation : Il y a pas si longtemps, l'essentiel des crimes financiers qui étaient jugés au tribunal de Southwark, concernait les fraudes à la petite semaine, les carambouilles sur les mamies et les papis pleins aux as, le blanchiment d'argent du trafic local, mais ça, c'était avant. Avant la crise de 2008 qui a insidieusement permis de mettre à jour quelques pratiques de cols blancs et de financiers voyous qui depuis, font l'essentiel de la clientèle du lieu royal. Les montants et les implications sont d'un autre acabit et les fondements du système financier sont sévèrement chahutés, mais pour autant, show must go on !

Question finance, la city est à la pointe. Question bièrote aussi. Coté à Londres, le groupe SAB Miller a accepté l'offre d'achat du N°1 de la mousse Belge, AB Inbev, pour créer le poids lourd mondial de la bibine. Et alors me direz vous ? Même si on aime bien la cervoise qu'est ce qu'on en a à brasser ? Réponse : un peu de patience.

Question fusion-acquisition, la City ne fait pas que dans les bulles et sachez que DELL, champion du PC, va racheter EMC, spécialiste du stockage des données. Pareil que pour la roteuse, me direz vous, qu'est ce que ça vient foutre ? Réponse : suivez attentivement ce qui suit, car la fermentation des idées risque de brouiller vos facultés cognitives.

Alors, je passe sur le fait que dans ces opérations, les actionnaires vont s'en foutre plein les fouilles, (50% de plus value à choper pour la chopine), je passe sur le fait qu'il s'agit d'énormes sommes en jeu qui pourraient s'investir sur du neuf, 96 milliards d'euros pour l'alcool et 67 milliards pour les données. Je passe sur le fait que ces 2 fusions acquisitions du moment sont l'objet de plans de financements qui relèvent de l'acrobatie financière, que dis je ! De la prestidigitiation financière, dans laquelle se mêlent argent liquide, valeurs cotées, investissements non cotées et par-dessus tout ça, des montagnes Himalayennes de dettes. Je passe sur le fait que Dell n'est plus cotée en bourse depuis 2013, car déjà surendetté et qu'il est quand même possible de s'endetter encore plus et de revenir en bourse. Je passe sur l'emberlificotement des sociétés, structures hadock et artifices afin de masquer les positions sensibles, je passe donc sur cette patchaque* d'ingénierie financière. Je passe sur la casse

La honte de la jungle

sociale. Je passe sur le scandale de la baisse de qualité de la pression et la possible explosion des bulles. Je passe sur tout ça qui pourrait être un sujet d'article à chaque ligne et accessoirement qui mériterait une révolution citoyenne. Je passe et repasse pour ne parler que du fond du problème : la relocalisation du capital ou autrement dit, comment les peuples se font mettre bien profond.

A l'image des grands groupes cités plus haut, avant les années 90, ceux-ci faisaient leur gras avec la croissance et



distribuaient les miettes aux pigeons (les salariés). Dans les années 90, ils allaient tirer cette croissance dans les pays émergents en plumant d'autres pigeons et en délaissant quelque peu les premiers, qui leur avaient rendu service. L'objectif N°1 étant de préserver la profitabilité. Maintenant, nous voilà en panne de croissance à peu près partout, même en Chine. (Heu... je confirme ma voisine friponne a bien fini sa croissance). De fait, la stratégie des grands groupes se tourne désormais vers une consolidation de leur système productif, avec pour seule ambition, la fuite en avant dans les fusions acquisitions. Cette stratégie est subventionnée par les états avec pour tremplin et cadeau des banques centrales, un niveau de taux d'endettement historiquement bas. Le plan de bataille est simple, il s'agit d'ac-

quérir des actifs matériels et immatériels existants, les plus prometteurs et lucratifs possibles, les rationaliser, les dégraisser, en contrôler les normes, les technologies et les marchés, en captant le maximum de valeur, sans en créer, peu importe si au passage on en détruit et si on oublie volontairement l'investissement innovant. Pour ce faire, l'endettement est conséquent et parfois sert aussi à rémunérer en partie les actionnaires.

Tout ceci est donc anti-productif, stérile en croissance et destructeurs d'emplois. Cela ne profite qu'à quelques uns, qui veulent rester les maîtres du monde sans pour autant trouver le loisir de jeter les miettes aux pigeons. Nous entrons dans un nouveau modèle de capitalisme, qui se concentre comme un trou noir, vers son seul centre d'intérêt : le profit à tout crins. Nous en serons les dommages collatéraux, actifs ou non.

La vague du numérique est annoncée comme facteur de croissance, or, elle offre avant tout la possibilité d'automatiser et de rationaliser le système productif. Elle risque fort d'aider les grands groupes à leur concentration et à l'éviction des travailleurs.

Pendant ce temps on met en garde à vue prolongée des syndicalistes pour une chemise déchirée. Ha ! Non j'ai dit que je n'en parlais pas ! Quoi qu'il en soit, le Monde me conforte dans le choix du combat syndical pour sortir de cette patchaque.

Tarzoon

* Patchaque : pour un ariégeois la patchaque désigne la bouillie, telle la neige malaxée et boueuse. Quelque chose qui colle, de gluant et pas net. Difficile à définir, la patchaque c'est la patchaque.

Faute avouée, à moitié pardonnée, je confesse avoir introduit dans Objectif SUD un logiciel caché qui se déclenche à chaque fois que vous prenez le journal pour une première lecture et vous oblige à vous rendre directement à la chronique de Tarzoon. Pardon Pardon Pardon, ça vous oblige à lire des conneries mais je ne démissionnerai pas dans l'immédiat, essentiellement parce que j'aime trop les écrire, surtout en sachant que certains vont les lire.

TOP 3 des expressions "IN" du moment

Tu veux impressionner ta hiérarchie ?

Toi aussi emploies le vocable des grands de cette entreprise :

Tu connaissais déjà le fameux : « *ça c'est dans notre ADN !* »

Maintenant utilise à tour de bras : « *Autorisons-nous l'espoir !* »

Et aussi pose la question à ton chef d'un air inspiré : « *Est-ce que ça serait pas malin de...* »

Et là tu peux le mettre à toutes les sauces, ça passe !

Grâce à SUD tu pourras assurer ta carrière car ta posture sera impeccable et c'est bien ça qui compte le plus de nos jours dans les hautes sphères.

Encore une raison pour prendre ta carte chez nous, avec SUD ton plan de carrière est assuré !